

Budget fédéral de 2016
Présentation de
l'Association nationale des centres d'amitié (ANCA)

L'ANCA est une association nationale créée en 1972 par les centres d'amitié du Canada en vue de représenter ses membres à l'échelle nationale et internationale. L'ANCA compte maintenant sept associations et centres d'amitié provinciaux ou territoriaux dans 118 collectivités au Canada.

L'ANCA entretient une relation de longue date unique avec le gouvernement du Canada. Au cours des 30 dernières années, l'ANCA a administré les programmes nationaux offerts aux centres d'amitié et à d'autres organisations autochtones urbaines au nom du gouvernement du Canada. À l'heure actuelle, l'ANCA octroie 43 millions de dollars de ressources fédérales à plus de 250 organisations communautaires.

Depuis les années 1950, les centres d'amitié sont devenus des experts en matière de prestation de services professionnels, en raison de leur vaste expérience, de leur innovation continue et de leurs solides partenariats avec les provinces et les territoires, la société civile et le secteur privé. Ces relations ont permis aux centres d'amitié d'atteindre un ratio de 7 pour 1 et de financer chaque année des programmes d'une valeur approximative de 170 millions de dollars dans l'ensemble du pays. Les centres d'amitié font partie intégrante de l'infrastructure sociale du Canada avec plus de deux millions de contacts avec les clients par année et desservent les populations autochtones urbaines les plus vulnérables. En créant un lieu destiné aux Autochtones en milieu urbain, les centres d'amitié sont des catalyseurs de la réconciliation au Canada depuis leurs tout premiers débuts.

Questions sur l'engagement

1. À votre avis, comment pouvons-nous mieux aider la classe moyenne?

La classe moyenne n'est pas la même chez les Canadiens autochtones que chez les autres Canadiens. Il y a de plus en plus de personnes à revenu moyen dans les collectivités autochtones, mais il s'agit d'un phénomène plutôt récent et ils n'ont pas accès aux mêmes ressources que les autres Canadiens de la classe moyenne. Cela étant dit, la population autochtone et sa nouvelle classe moyenne pourraient tirer profit d'un accès stable, prévisible et équitable à l'éducation et au soutien financier, de l'aide au logement abordable et des mécanismes de financement souples et novateurs, notamment le soutien à l'innovation sociale à titre de moyen de favoriser le changement social et l'entreprise sociale comme moteurs de la création d'emplois. Cela comprend des investissements stables à long terme dans les programmes destinés aux établissements autochtones communautaires.

2. Quels investissements dans les infrastructures permettraient de favoriser la croissance économique, de protéger l'environnement et de répondre à vos priorités à l'échelle locale?

Le réinvestissement dans les infrastructures sociales des collectivités serait ce qu'il y a de plus efficace à court, à moyen et à long terme pour l'économie et pour répondre aux besoins locaux. Parmi les infrastructures sociales se trouvent les organisations communautaires (parmi d'autres, comme les établissements d'enseignement, les centres d'amitié, les logements sociaux et les programmes sociaux interconnectés) qui offrent des services sociaux dans divers secteurs et qui permettent à la société canadienne de réaliser d'importantes économies en aval (ce qui entraîne une diminution du recours aux services sociaux du gouvernement, p. ex. le système de soins de santé, le système juridique, le système des services d'emploi et le système d'aide sociale en général).

L'investissement dans le secteur des infrastructures sociales peut entraîner des retombées économiques immédiates par l'entremise de la revitalisation, de la reconstruction, de la réparation et de la mise à niveau environnementale des espaces communautaires. Le résultat net est la création immédiate d'emplois dans les collectivités, l'investissement immédiat et une augmentation des avantages économiques. De façon particulière, nous voulons moderniser, rénover et reconstruire au besoin les 118 centres d'amitié autochtones du Canada. Ces organisations sont depuis longtemps des piliers dans les collectivités et sont parfois le seul endroit sécuritaire offert. Les centres d'amitié n'ont pas accès aux programmes qui permettent des dépenses en immobilisation depuis des décennies. Plus de 88 % des centres d'amitié sont propriétaires de leur immeuble (248 en tout) et servent de carrefour à la collectivité. L'amélioration immédiate des infrastructures locales ou la construction d'immeubles permettrait aux centres d'amitié de prioriser le recours à la main-d'œuvre et aux matériaux autochtones, ce qui permettrait de créer des emplois et d'accroître les activités commerciales à l'échelle locale. On recommande d'intégrer les volets de l'accessibilité et des rénovations vertes à l'investissement initial global.

La croissance économique à moyen et à long terme est améliorée par un financement stable et prévisible des infrastructures sociales. Outre les avantages initiaux associés à l'emploi dans le secteur de la construction et du commerce, l'emploi des jeunes et les services sociaux professionnels favorisent la richesse économique à long terme dans les collectivités de même que la résilience économique. En règle générale, les investissements sont moins significatifs à court terme que ceux faits dans les infrastructures massives, mais permettent des gains sociaux sur une plus longue période et sont beaucoup plus durables. Essentiellement, l'infrastructure sociale est le compagnon parfait de l'infrastructure massive.

3. Comment pouvons-nous créer la croissance économique, protéger l'environnement et répondre aux priorités locales sans abandonner les personnes les plus vulnérables?

L'infrastructure sociale vise directement les personnes les plus vulnérables de la société canadienne. Comme nous le voyons depuis des années, peu importe l'indicateur ou la mesure

utilisée, les populations autochtones vivant dans les réserves ou à l'extérieur des réserves se retrouvent toujours aux derniers rangs. Nous avons cruellement besoin d'investissements dans les structures physiques et les programmes qui appuient ce secteur de la société canadienne, depuis longtemps. La participation des réseaux et infrastructures existants est essentielle en vue de pouvoir investir rapidement et de veiller à ce que la collectivité en retire les avantages à long terme. Les collectivités locales sont les mieux placées pour établir les priorités locales, et la participation de leurs réseaux (dans les réserves et à l'extérieur des réserves) permet de réaliser des économies d'échelle.

Il faut aussi voir l'investissement d'une autre façon au Canada. L'ANCA et les centres d'amitié sont les leaders du domaine florissant de l'innovation sociale autochtone et du développement des entreprises sociales au Canada. Il existe des solutions communautaires à des problèmes complexes, par l'entremise de nouveaux mécanismes de financement et de nouveaux types de partenariats de travail, qui entraînent des résultats qui vont au-delà des simples profits. Nous recommandons fortement au gouvernement de songer à appuyer l'innovation et l'entreprise sociales et à demander aux Autochtones de mener cet effort. Cela favoriserait également la résilience économique et sociale et entraînerait des changements à long terme dans le système pour les populations autochtones vulnérables au Canada.

4. Enfin, la mise en œuvre de ces nouvelles priorités et initiatives est-elle réaliste? Nous aidera-t-elle à stimuler l'économie?

La mise en œuvre des investissements dans les infrastructures sociales de cette nature, comprenant des investissements dans les infrastructures physiques au sein d'un réseau d'organisations et de structures qui sont prêtes à démarrer ou qui peuvent l'être rapidement ainsi que des investissements à long terme dans les programmes et services destinés aux populations vulnérables qui utilisent ces installations, est facilement réalisable. Il importe de souligner que ces infrastructures existent déjà; il ne s'agit pas de nouvelles organisations ni de nouvelles constructions, qui nécessiteraient du temps et des ressources considérables. La mobilisation est plutôt simple et les relations avec les autres organismes gouvernementaux comme les provinces et les municipalités sont déjà établies. L'ANCA travaillera avec d'autres ministères fédéraux, notamment Affaires autochtones et du Nord Canada, en vue de déterminer la meilleure façon d'établir des programmes efficaces pour appuyer les infrastructures sociales en général, mais nous pouvons aussi utiliser notre réseau pour faciliter l'action coordonnée parmi nos organisations communautaires. Une approche à niveaux multiples qui vise des investissements à court terme dans les infrastructures massives, ce qui appuie le volet des rénovations vertes, qui soutient l'économie locale et le bassin de main-d'œuvre, associée à des investissements à long terme dans les programmes et services qui visent à accroître la résilience individuelle et communautaire de même que les compétences et la richesse de la collectivité entraînera une croissance économie immédiate ainsi qu'à moyen et qu'à long terme.